



Shiori Ito
le 13 juin 2018
à Tokyo.

PHOTO: NICOLAS DATICHÉ/SIPA

RENCONTRE

« J'ai eu besoin de me battre »

La journaliste japonaise **Shiori Ito** a osé dénoncer le viol dont elle a été victime il y a quatre ans. Son livre, qui pointe les blocages de son pays sur la question, vient de paraître en France. Par Anna TOPALOFF

Au Japon, quand on reçoit un cadeau, on doit toujours dire non. C'est la tradition : on dit non, alors que chacun sait que cela veut dire oui. Dans ces conditions, comment s'étonner que lorsqu'une femme dit non à un rapport sexuel, son refus n'ait aucune valeur ? » La journaliste japonaise Shiori Ito en sait quelque chose : en 2015, alors qu'elle avait 26 ans, elle a été sauvagement violée par le directeur d'une grande chaîne de télévision nipponne. Bien qu'elle ait hurlé non plus d'une fois, son agresseur, Noriyuki Yamaguchi, proche du Premier ministre, continue d'affirmer qu'elle était consentante. Et la justice a définitivement classé sans suite la plainte de la jeune femme faute de preuves. Mais Shiori Ito a choisi de ne pas baisser la tête. Enquêtant elle-même sur sa propre affaire, elle a réussi à prouver, grâce à des images de vidéosurveillance, qu'elle avait été droguée à son insu et qu'elle était inconsciente au moment où Noriyuki Yamaguchi l'a fait entrer dans sa chambre d'hôtel. Quand elle a repris connaissance, elle était nue, sur un lit, subissant les assauts de son agresseur. Elle raconte tout cela dans un livre coup de poing, *La Boîte noire*, qui vient de sortir en France (Editions Picquier). Sa parution au Japon, il y a deux ans, a déclenché de vives polémiques. « *Au Japon, une victime de viol est censée demeurer prostrée chez elle, terrassée par la honte. Mais moi, pour réussir à survivre à tout cela, j'ai eu besoin de me battre* », raconte-t-elle d'une voix dont la douceur et le calme contrastent avec la fermeté du propos.



Parce qu'elle ne s'est pas comportée comme «une bonne victime», Shiori Ito a subi une intense campagne de harcèlement dans les médias et sur les réseaux sociaux. *«Le plus frappant, c'est que les gens étaient davantage choqués par le fait que j'en parle publiquement que par le viol lui-même. On me disait : "Mais pourquoi tu as fait ça?" Comme si c'était moi qui avais fait quelque chose de mal !»* Vilipendée sur les réseaux sociaux, blacklistée par ses collègues, rejetée par sa propre famille, Shiori Ito n'était pas loin de la dépression quand sont survenus l'affaire Weinstein et le mouvement #MeToo, à l'automne 2017. *«Depuis que j'avais médiatisé mon affaire, je recevais chaque jour des témoignages de femmes victimes de violences sexuelles, me remerciant d'avoir eu le courage de parler, de briser l'omerta. Je me suis dit que le moment était venu de passer à l'action collective.»*

«J'AI CRÉÉ LE MOUVEMENT #WETOO»

Mais aucune de ces femmes n'a osé prendre ouvertement la parole. Par crainte des conséquences d'une telle exposition, bien sûr, mais pas seulement: *«Il est très mal vu, au Japon, d'affirmer sa singularité. On a l'habitude d'utiliser des périphrases pour éviter de dire je ou moi. Du coup, personne ne souhaitait dire #MeToo. C'est de là qu'est venue l'idée de créer le mouvement #WeToo, spécialement pour les femmes japonaises.»* Très vite, le succès du hashtag est tel que les médias locaux ont été contraints d'enquêter pour la première fois dans l'histoire du pays sur le phénomène des violences sexuelles. Une petite révolution dans une société où, selon un sondage paru dans le quotidien *Nikkei*, une femme sur deux a été victime de harcèlement sexuel au travail – mais où seules 35 % d'entre elles l'ont signalé à leur supérieur. *«Et le mot viol a pour la première fois été prononcé dans les médias !»*, se félicite Shiori Ito. La journaliste n'entend pas pour autant se contenter de ces évolutions. Dans sa ligne de mire: la loi japonaise sur le viol, qui n'intègre pas la notion de consentement. *«Le fait d'avoir dit non n'existe pas dans la caractérisation de l'agression. Il faut prouver que l'on s'est battue physiquement contre son agresseur. Or, on peut être pétrifiée par la violence subie. Ou, comme moi, avoir trouvé le courage de porter plainte trop tard, quand les hématomes et autres marques présentes sur mon corps avaient déjà disparu...»* Pour mener ce combat, Shiori Ito devra revenir au Japon, qu'elle a quitté pour fuir les menaces et le harcèlement dont elle était victime. Si elle a repris goût à la vie, entre Londres où elle vient de lancer une société de production et la Sierra Leone où

“ Les gens étaient davantage choqués par le fait que j'en parle publiquement que par le viol lui-même ” SHIORI ITO, JOURNALISTE JAPONAISE

elle travaille sur un documentaire sur les violences sexuelles, elle compte bien rentrer très vite dans son pays. *«Je sais que beaucoup voudraient que je n'y revienne jamais. Mais c'est chez moi ! Pourquoi n'aurais-je pas le droit d'y vivre ? Moi, je n'ai rien fait de mal.»* Et la jeune femme de répéter cette phrase, comme pour se préparer à ce qui l'attend, à son retour à Tokyo. En juillet, elle sera jugée pour diffamation depuis la plainte déposée par celui qu'elle accuse de viol. Et qui lui réclame désormais 1 million de dollars. •



@ANNATOPALOFF



Shiori Ito,
le 26 juin 2018
à Londres.

PHOTO: GEOFF PUGH/SHUTTERSTOCK/SIPA